



CHAPITRE 96

CHAPTER 96

Loi modifiant la charte de la ville de
Roberval

An Act to amend the charter of the town
of Roberval

[Sanctionnée le 10 mars 1949]

[Assented to, the 10th of March, 1949]

Préam-
bule.

ATTENDU que la ville de Roberval, a,
par sa pétition, représenté:

Qu'elle a été constituée en corporation
par la loi 3, Édouard VII, chapitre 71;

Que le 15 juin 1914, elle abandonnait
sa charte, laquelle était remplacée par
des lettres patentes émises par le lieuten-
nant-gouverneur en conseil;

Qu'en 1916 par la loi 6 George V, cha-
pitre 54, ses dites lettres patentes étaient
amendées par l'addition de pouvoirs nou-
veaux;

Que dans l'intérêt général, elle a dû faire
et effectuer des travaux, améliorations et
constructions urgentes, nécessaires, indis-
pensables qui ont nécessité des dépenses
considérables et l'ont obligé à contracter
des dettes substantielles;

Que telles dettes dans l'opinion de la
pétitionnaire ne se pourront solder avec
les taxes ordinaires et normales, et, qu'a-
près étude sérieuse, la pétitionnaire a la
conviction que la seule manière de faire
face à ses obligations et d'assainir sa situa-
tion financière, est l'établissement d'une
taxe spéciale dite: "taxe de vente";

Que pour faire face à des besoins nou-
veaux, enlever toute incertitude concer-
nant ses droits et prérogatives, pourvoir à
une bonne administration, améliorer sa
situation financière, elle avait besoin de
pouvoirs nouveaux et additionnels;

Attendu qu'il y a lieu d'accéder aux
demandes contenues dans ladite pétition;

WHEREAS the town of Roberval, has, Preamble.
by its petition, represented:

That it was incorporated by the act 3
Edward VII, chapter 71;

That on the 15th of June, 1914, it
surrendered its charter which was re-
placed by letters patent issued by the
Lieutenant-Governor in Council;

That in 1916, by the act 6 George V,
chapter 54, its said letters patent were
amended to increase its powers;

That in the public interest, it was
obliged to undertake and effect urgent,
necessary, indispensable works, improve-
ments and constructions which put it to
considerable expense and caused it to
incur heavy indebtedness;

That such debts, in the opinion of the
petitioner, cannot be paid with the ordi-
nary and normal taxes, and, that after
serious study, the petitioner is convinced
that the only manner of meeting its obli-
gations and reorganizing its financial si-
tuation, is to impose a special tax called:
"Sales Tax";

That in order to meet its new needs, re-
move any uncertainty concerning its rights
and prerogatives, provide for a good admi-
nistration, improve its financial situation,
it requires new and additional powers;

Whereas it is expedient to grant the
requests contained in the said petition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

- Défini-
tions:**
- “ache-
teur”;**
- “bien
mobi-
lier”;**
- “person-
ne”;**
- “prix de
vente”;
“prix
d’achat”;**
- “vente”;**
- “vente en
détail”;**
- “usager”;**
- “ven-
deur”;**
- “terri-
toire”;**
- 1. 1.** Dans le présent article à moins que le contexte ne comporte un sens différent:
- a) “acheteur” désigne toute personne qui acquiert d’un vendeur, par une vente en détail dans le territoire ci-après mentionné, un bien mobilier;
- b) “bien mobilier” signifie tout bien qui n’est pas un immeuble d’après les lois de cette province et comprend le gaz et l’électricité mais ne comprend pas le service de téléphone;
- c) “personne” désigne et inclut tout individu, société, compagnie, corporation, succession, association, séquestre, syndic de faillites, liquidateur, fiduciaire, administrateur ou agent;
- d) “prix de vente” ou “prix d’achat” signifie le prix en argent et aussi la valeur des services rendus, la valeur réelle de l’objet échangé et toute considération ou prestation acceptée par le vendeur comme prix de l’objet du contrat de vente. Ceci inclut tous frais d’installation de l’objet vendu, tous frais d’intérêt, de finance, et de service, tous frais de douane, d’accise et de transport, même si aucune mention distincte n’en est faite sur la facture ou dans les livres du vendeur;
- e) “vente” comprend une vente pure et simple, une vente conditionnelle, une vente à tempérament, un échange, un bail et tout autre contrat où pour un prix de vente ou toute autre considération, une personne livre ou s’oblige à livrer à une autre personne un bien mobilier;
- f) “vente en détail” signifie toute vente faite à un acheteur ou à un usager pour fins de consommation ou d’usage et non de revente;
- g) “usager” signifie toute personne qui dans le territoire utilise un bien mobilier pour son propre usage ou pour l’usage de toute personne à sa charge;
- h) “vendeur” signifie toute personne qui vend en détail dans le territoire quelque bien mobilier pour fin de consommation ou d’usage et non de revente;
- i) “territoire” signifie le territoire de la ville de Roberval;

- 1. 1.** In this section, unless the context indicates a different meaning:
- a. “purchaser” means any person who acquires from a vendor moveable property at a retail sale in the territory herein-after mentioned;
- b. “moveable property” means all property which is not considered immovable by the laws of the Province, and includes gas and electricity, but does not include telephone service;
- c. “person” designates and includes any individual, firm, company, corporation, estate, association of persons receiver, sequestrator, trustee in bankruptcy, liquidator, fiduciary trustee, administrator or agent;
- d. “sale price” or “purchase price” means a price in money, and also the value of services rendered, the actual value of the thing exchanged, and all consideration or prestations accepted by the vendor as price of the thing covered by the contract of sale. Such terms shall include all charges for the installation of the object sold, for interest, finance, service, customs, excise and transportation, even when such are not shown separately in the invoice or in the vendor’s books;
- e. “sale” includes a sale pure and simple, a conditional sale, a sale by instalments, an exchange, lease or any other contract, whereby for a price or any other consideration, a person delivers or binds himself to deliver, moveable property to another;
- f. “retail sale” means a sale made to a purchaser or user for purposes of consumption or use, and not for resale;
- g. “user” means any person who, within the territory, utilises any moveable property for his own use or the use of any of his dependents;
- h. “vendor” means any person who makes at a retail sale of any moveable property in the territory, for purposes of consumption or use, and not for resale;
- i. “territory” means the territory of the town of Roberval;

"ville"; j) "ville" signifie la ville de Roberval;

"secrétaire", etc. k) "secrétaire" ou "secrétaire-trésorier" signifie et désigne le secrétaire-trésorier de la ville de Roberval;

Taxe de vente. 2. La ville peut par règlement prélever à compter du premier mai 1949 ou de toute autre date postérieure qu'elle fixera, inclusivement, en sus de toute autre taxe, une taxe spéciale dite "taxe de vente" n'excédant pas deux pour cent du prix de vente ou d'achat en détail, sauf les exceptions ci-après énumérées, de tout bien meuble, effet mobilier, toute marchandise et tout article de commerce quelconque y compris le gaz et l'électricité utilisés pour l'éclairage, la force motrice ou la chaleur, vendus dans les limites territoriales de la ville de Roberval.

Ventes à l'extérieur. Sujet aux exceptions du paragraphe 3, la taxe peut également être imposée et prélevée dans le cas d'une vente faite en dehors dudit territoire que l'acheteur réside ou ait sa place d'affaires dans ledit territoire ou en dehors, pourvu que, dans ce cas, la chose qui fait l'objet du contrat se trouve dans ledit territoire soit lors de la vente ou soit lors de la livraison, sauf si elle n'y est apportée que pour fins de livraison ou que la chose qui se trouve dans ledit territoire ait été transportée en dehors de ce territoire pour éviter le paiement de la taxe.

Automobiles, etc. La taxe peut également être imposée et prélevée lorsqu'il s'agit d'une vente d'un véhicule automobile tel que défini par la Loi des véhicules automobiles (Statuts révisés, 1941, chapitre 142) d'un piano, d'un réfrigérateur électrique, d'un radio ou de toute autre marchandise que le conseil de la ville pourra déterminer par règlement, à un acheteur qui a son domicile ou sa résidence ordinaire ou sa place d'affaires dans ledit territoire quel que soit l'endroit en dehors dudit territoire où la vente ou la livraison a lieu.

Exceptions. 3. La présente taxe ne s'applique pas:

- a) Aux obligations et actions de corporations;
- b) A tous autres titres, valeurs mobilières ou monnaies;
- c) A toutes transactions faites par l'entremise de: Canadian Commodity Exchange Inc.;

j. "town" means the town of Roberval;

k. "secretary" or "secretary-treasurer" means and designates the secretary-treasurer of the town of Roberval.

2. The town may impose by by-law and levy, from the first of May, 1949, or any subsequent date it may determine, inclusive, in addition to any other tax, a special tax called "sales tax" not exceeding two per cent of the retail sale or purchase price subject to the exemptions hereinafter enumerated, of any moveables, moveable effects, merchandise and any article of trade whatsoever, including gas and electricity used for lighting, power or heating, sold in the territorial limits of the town.

Subject to the exceptions in paragraph 3, the tax may also be imposed and levied outside of the said territory, whether the purchaser resides or has his place of business in the said territory or outside thereof, provided that in such case the object covered by the contract is within the said territory, either at the time of the sale or at the time of the delivery, except if it is brought therein for purposes of delivery only, or if the object which is in the said territory has been carried out of the said territory with the intention of evading the payment of the tax.

The tax may also be imposed and levied in the case of the sale of a motor vehicle, as defined in the Motor Vehicles Act (Revised Statutes, 1941, chapter 142), a piano, electric refrigerator or radio, or of any other merchandise that the council may determine by by-law, to a purchaser who has his domicile or ordinary residence or place of business in the said territory, whatever be the place, outside of the said territory, where the sale or delivery is made.

3. This tax shall not apply to the following: Exceptions.

- a. Bonds and shares of a corporation;
- b. All other intangible property, all securities, all moneys;
- c. All transactions made through the Canadian Commodity Exchange Inc.;

- d) Aux créances, droits d'actions, droits incorporels, annuités, primes d'assurances;
 e) Au tabac et à la bière;
 f) A la gazoline et au kérosène (huile de charbon);
 g) Aux denrées alimentaires, à l'exception des friandises et des pâtisseries;
 h) Aux provisions ou marchandises vendues par un cultivateur, un horticulteur, un pépiniériste, un aviculteur ou apiculteur, et, provenant de son exploitation;
 i) Aux outils, instruments aratoires et leurs pièces de rechange, outillages de ferme et tracteurs, acquis par un agriculteur de bonne foi pour le besoin de sa ferme, ni aux véhicules à traction animale, aux grains et moutures, aux bestiaux, aux tuyaux de drainage pour fins agricoles, également achetés par un agriculteur de bonne foi;
 j) Aux bateaux, filets de pêche et autres agrès de pêche, achetés par un pêcheur de bonne foi pour l'exercice de son métier;
 k) A l'eau naturelle, distillée ou ozonisée;
 l) Aux médicaments livrés sur prescription de médecins;
 m) Aux prix de places de tramways, autobus, chemins de fer ou autres moyens de transport terrestre, naval ou aérien ni aux taux de péage;
 n) Aux prix d'admission à un lieu d'amusement défini par la Loi des droits sur les divertissements (Statuts refondus 1941, chapitre 85);
 o) Aux ventes au gouvernement provincial ou au gouvernement fédéral;
 p) Aux ventes faites à la fabrique ou aux syndics d'une paroisse ou à une société ou compagnie de cimetière, à un hôpital pour les fins de leur œuvre, ni aux ventes faites par eux;
 q) Aux ventes faites par autorité de justice;
 r) Aux ventes faites par toute personne exploitant un commerce dans ledit territoire, lorsque la marchandise ainsi vendue est expédiée en dehors du dit territoire assujéti à la taxe pour consommation ou usage en dehors du territoire assujéti à la taxe;
 s) Aux repas;
 t) Aux livres de classe, bibles et livres de prières;
 u) Aux messages télégraphiques;
- d. All debts, rights of action, incorporeal rights, annuities, insurance premiums;
 e. Beer and tobacco;
 f. Gasoline and kerosene (coal oil);
 g. Foodstuffs not including candies and confectioneries;
 h. Provisions or merchandise sold by a farmer, horticulturist, nurseryman, aviculturist or apiculturist and produced through the pursuit of his undertaking;
 i. Tools, farm implements and parts, farm machinery and tractors, acquired by a *bona fide* farmer to be used for the needs of his farm; nor animal-drawn vehicles, grain and mill feeds, livestock and drain tiles for agricultural purposes, also purchased by a *bona fide* farmer;
 j. Boats, fishing nets and any other fishing apparatus purchased by a *bona fide* fisherman, to be used in his trade;
 k. Natural water, distilled water or ozonized water;
 l. Medicaments on doctors' prescriptions;
 m. Fares on tramways, autobuses, boats, railroads or other transportation systems by land, water or air, or toll fares;
 n. Prices on admission to places of amusement, as defined by the Amusement Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 85);
 o. Sales to the Federal Government or to the Provincial Government;
 p. Sales made to the *fabrique* or trustees of a parish, or to a cemetery society or company, or to a hospital, for the purposes of their work, and sales made by them;
 q. Sales by judicial authority;
 r. Sales made by any person carrying on business in the said territory, when the merchandise thus sold is shipped outside of the territory subject to the tax, for consumption or use outside of the territory subject to the tax;
 s. Meals;
 t. School books, bibles and prayer books;
 u. Telegraph messages;

v) Aux ventes pour un prix de dix cents ou moins, sauf lorsqu'il s'agit de liqueurs douces ou d'eaux gazeuses.

Ventes
avant mai
1949, etc.

La taxe n'est pas exigible lorsque la vente a été faite de bonne foi avant le premier mai 1949 ou avant toute autre date fixée par le conseil pour l'application de la taxe. La taxe n'est pas exigible lorsqu'il s'agit d'achat faits pour exécuter un contrat d'entreprise à forfait passé avant le premier mai 1949, ou un mois avant la date fixée par le conseil, et si elle a été payée, la ville est autorisée à faire remise.

Excep-
tion.

Cependant, toute marchandise livrée après le premier mai 1949 ou après toute autre date postérieure fixée par le conseil en raison du contrat à forfait ou d'un contrat de livraison passé avant le premier mai 1949 ou une autre date fixée par le conseil est assujettie à la taxe.

Ventes
annulées.

Quand une vente est annulée, la taxe n'est prélevée que sur la partie du prix gardée par le vendeur. Il en est de même lorsque la chose vendue est retournée ou refusée.

Échanges.

Lorsqu'une personne donne en échange pour partie du prix d'une marchandise qu'elle achète, une autre marchandise de même espèce, la taxe n'est payable que sur la balance du prix d'achat.

Vente de
plusieurs
objets.

4. Si une vente comprend plusieurs articles ou objets, la taxe est calculée sur le total du prix des articles ou objets compris dans ladite vente et non sur le prix de chaque article ou objet séparément.

Compu-
tation.

Dans la computation de la taxe, toute fraction d'un sou est comptée pour un sou entier que l'acheteur doit payer.

Percep-
tion.

5. La taxe doit être payée par l'acheteur lors de la vente, que le prix soit stipulé payable comptant, à termes ou par versements, et doit être perçue par le vendeur qui est constitué par le présent article, l'agent de la ville pour la percevoir. Cet agent doit tenir un compte de la taxe perçue et à percevoir et en faire remise à la ville, le tout suivant les dispositions des règlements que la ville adoptera en vertu du présent article.

Recours
du ven-
deur.

Pour percevoir cette taxe, le vendeur a contre son acheteur le même recours que pour son prix de vente.

v. Sales for a price of ten cents or less, save in the case of soft drinks or aerated waters.

The tax is not exigible when the sale has been effected in good faith before the 1st of May, 1949, or before any other date fixed by the council for the application of the tax. The tax is not exigible in the case of purchases made to carry out a contract for an undertaking by the job entered into before the 1st of May, 1949, or one month before the date fixed by the council and, if paid, the city is authorized to remit the same.

Sales be-
fore May,
1949, etc.

Nevertheless, any goods delivered, after the 1st of May, 1949, or after any subsequent date fixed by the council, under a contract by the job or under a contract for delivery entered into prior to the 1st of May, 1949, or other date fixed by the council, shall be subject to the tax.

Excep-
tion.

When a sale is annulled, the tax is levied only on that part of the price retained by the vendor. The case is the same when the thing sold is returned or refused.

Sales an-
nulled.

When a person gives in exchange, for part of the price of merchandise purchased by him, other merchandise of the same kind, the tax shall be payable only on the balance of the purchase price.

Exchange.

4. If a sale includes several articles or objects, the tax is computed on the total of the price of the articles or objects included in the said sale, and not on the price of each article or object separately.

Several
articles
sold.

In the computation of the tax, any fraction of a cent is counted as a whole cent, which the purchaser shall pay.

Computa-
tion.

5. The tax shall be paid by the purchaser at the time of the sale, whether the price is stipulated payable cash, on terms or by instalments, and shall be collected by the vendor who is constituted by this section the agent of the town for the collection of the same. This agent shall keep an account of the tax collected and to be collected and shall remit the tax collected to the town, according to the provisions of the by-laws which the town shall adopt in virtue of this section.

Collection
of tax.

For the collection of this tax, the vendor has the same recourse against the purchaser as for his sale price.

Vendor's
recourse.

Vendeur
hors du
territoire.

6. Le vendeur qui a sa place d'affaires ou son établissement de commerce en dehors de la ville, n'est pas tenu de percevoir la taxe si la vente est faite à un acheteur ayant son domicile, sa résidence ordinaire ou sa place d'affaires dans la ville.

Paiement
direct.

Dans tous les cas où la taxe est payable et que le vendeur n'est pas obligé de la percevoir, cette taxe doit être payée par l'acheteur à la ville.

Conven-
tions entre
municipa-
lités.

Cependant, si le vendeur a son établissement ou sa place d'affaires dans une municipalité, ville ou cité qui perçoit déjà une taxe de vente, la ville pourra conclure une entente avec telle cité, ville ou municipalité aux fins de l'autoriser à percevoir la taxe qui serait autrement payable par l'acheteur à la ville, comme si la vente eut été faite dans les limites de la ville.

Privilège.

7. Toute personne chargée de percevoir la taxe, devient débitrice envers la ville du montant de la taxe qu'elle a perçue. La créance de la ville contre telle personne constitue une créance privilégiée sur les biens meubles et effets mobiliers de cette personne et prend le même rang que toute autre taxe personnelle ou mobilière imposée par la ville.

Paiement
obliga-
toire.

8. Il est défendu à toute personne d'acheter au détail dans les cas prévus dans le présent article, sans payer au vendeur, lors de l'achat, la taxe imposée, et il est défendu au vendeur de faire remise directement ou indirectement de la taxe à l'acheteur.

Idem.

Il est défendu à toute personne d'annoncer ou de faire savoir au public d'une façon quelconque, directement ou indirectement, que la taxe dont l'imposition est autorisée par le présent article ne sera pas payable ou payée par l'acheteur.

Règle-
ment de
percep-
tion.

9. La ville peut, en tout temps, adopter les règlements et autres mesures qu'elle jugera nécessaires ou utiles pour assurer la perception de la taxe qu'elle imposera, et sans restreindre la portée de la disposition qui précède, pour définir ce qui constitue, pour les fins du présent article et de l'imposition de la taxe, une vente ou un achat en détail; pour déterminer sur quel montant doit être comptée la taxe lorsque le prix payable par l'acheteur comprend en même temps le prix ou la valeur du travail fourni par le vendeur ou

6. A vendor having his place of business or commercial establishment outside of the town shall not be bound to collect the tax even if the sale be made to a purchaser having his domicile, ordinary residence or place of business in the town.

Vendor
outside
territory.

In all cases in which the tax is payable and the vendor is not obliged to collect it, such tax must be paid by the purchaser to the town.

Direct
payment.

If, however, the vendor has his establishment or place of business in a municipality, town or city which already collects a sales tax, the town may arrange with such city, town or municipality to be authorized to collect the tax which, otherwise, would be payable by the purchaser to the town, as if the sale had been made in the limits of the town.

Inter-
municipal
agree-
ment.

7. Any person entrusted with the collection of the tax shall become a debtor of the town for the amount of the tax collected. The claim of the town against such person shall constitute a privileged claim on the moveables and moveable effects of such person and shall have the same rank as any other personal or moveable tax imposed by the town.

Privilege.

8. It shall be unlawful for any person to make retail purchases, in the cases provided in this section, without paying to the vendor, at the time of purchase, the tax imposed, and it shall be unlawful for the vendor to remit the tax to the purchaser, either directly or indirectly.

Obligato-
ry pay-
ment.

It shall be unlawful for any person to advertise or let it be known to the public, in any manner whatsoever, directly or indirectly, that the tax, the imposition whereof is authorized by this section, shall not be payable or paid by the purchaser.

Idem.

9. The town may at any time adopt the by-laws and other measures which it may deem necessary or useful to assure the collection of the tax which it shall impose and, without limiting the scope of the foregoing provision, to define what constitutes, for the purposes of this section and for the imposition of the tax, a retail sale or purchase; to determine upon what amount the tax shall be computed when the price payable by the purchaser includes at the same time the price or the value of the work furnished by the vendor

By-laws
for col-
lecting
tax.

de l'usage d'un objet fourni par ce dernier; pour obliger tout vendeur à ajouter à ses factures le montant de la taxe payable ou payée par l'acheteur; pour obliger toute personne chargée de percevoir la taxe à tenir de la manière indiquée par la ville et jour par jour un compte séparé de la taxe perçue ou à percevoir, à lui faire rapport par écrit, sous serment, aux dates qu'elle fixera et suivant les formules qu'elle fournira, à lui faire remise de la taxe perçue aux dates et de la manière qu'elle déterminera, à laisser visiter son ou ses établissements, à laisser examiner ses livres ou autres documents par le secrétaire-trésorier ou le trésorier ou par toute personne le représentant, pour vérifier si les prescriptions du présent article, de la présente loi et des règlements adoptés sous son empire sont observés et pour établir le montant de la taxe perçue et à percevoir; et pour obliger toute personne, corporation ou autres, ainsi que ces officiers et employés à fournir à la ville ou à ses représentants tous renseignements qu'ils pourront exiger.

Adoption
et effet du
règlement.

Tout règlement autorisé par le présent article pourra être adopté par le conseil sans avis préalable et il sera en vigueur après publication dans un journal de langue française deux fois consécutives, publié à Roberval ou dans la ville la plus rapprochée.

Serment.

10. Toute personne tenue de fournir à la ville un rapport sous serment, pourra prêter ce serment devant un notaire ou un commissaire de la Cour supérieure pour le district de Roberval, ou devant le secrétaire-trésorier de la ville de Roberval, lesquels sont autorisés à recevoir tels serments.

Montant
dû à la
ville.

11. Si le vendeur ne fait pas le rapport exigé, le trésorier ou le secrétaire-trésorier de la ville, établit au meilleur de sa connaissance, le montant de la taxe perçue et à percevoir ou à payer, lequel montant ainsi établi est alors considéré être le montant véritable dû à la ville de Roberval. La preuve que le montant ainsi établi n'est pas exact est à la charge du débiteur.

or of the use of an article furnished by the latter; to oblige every vendor to add to his invoices the amount of the tax payable or paid by the purchaser; to oblige any person entrusted with the collection of the tax to keep, in the manner indicated by the town, and day by day, a separate account of the tax collected or to be collected, to make a written report to the town, under oath, on the dates which shall be fixed and on the forms which shall be supplied by the town, to remit to the town the tax collected, in the manner determined by the town, to allow his establishment or establishments to be visited, to allow his books and other documents to be examined by its secretary-treasurer or treasurer or by any person representing him, in order to verify if the provisions of this section and of the by-laws adopted under its authority are complied with, and to establish the amount of the tax collected and to be collected; and to oblige every person, corporation or others, as well as their officers and employees to furnish to the town or his representatives any information they may require.

Any by-law authorized by this section may be adopted by the council without prior notice and it shall be in force after being published twice consecutively in a French newspaper, published in Roberval or in the nearest town.

Adoption
and effect
of by-law.

10. Every person required to furnish to the town a report under oath may take such oath before a notary or a commissioner of the Superior Court for the district of Roberval, before the secretary-treasurer of the town, who are authorized to receive such oath.

Oath.

11. If the vendor does not make the report required, the treasurer or the secretary-treasurer of the town shall establish, to his best knowledge, the amount of the tax collected and to be collected or to be paid, which amount so established shall then be considered as being the actual amount due to the town. The burden of proof that the amount so established is not correct shall be upon the debtor.

Fixing
amount
due town.

Peines
pour in-
fractions.

12. Toute personne qui, étant l'agent de la ville, refuse ou néglige de percevoir la taxe imposée ou d'en tenir compte, commet une infraction et est passible pour chaque infraction, en sus du paiement des frais d'une amende d'au moins cinq dollars mais n'excédant pas mille dollars, et à défaut de paiement de l'amende et des frais d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois.

Idem.

Toute personne qui fait un achat tel que prévu dans le présent article, sans payer la taxe imposée, commet une infraction et est passible, pour chaque infraction sciemment commise en sus du paiement de la taxe et des frais, d'une amende n'excédant pas cent dollars, et à défaut de paiement de l'amende et des frais d'un emprisonnement n'excédant pas un mois.

Idem.

Toute personne qui, étant l'agent de la ville, pour les fins du présent article, annonce ou fait savoir au public d'une manière quelconque, que la taxe imposée ne sera pas payée par l'acheteur, commet une infraction et est passible pour chaque infraction, d'une amende d'au moins dix dollars et d'au plus cent dollars en sus des frais et à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas un mois.

Idem.

Toute personne qui, étant l'agent de la ville, pour les fins du présent article, fait remise à l'acheteur de la taxe que ce dernier doit payer, ou refuse ou néglige de remettre à la ville, la taxe qu'elle a perçue, commet une infraction et est passible pour chaque infraction, en sus du paiement de la taxe perçue, s'il s'agit d'un défaut de remise de frais, d'une amende d'au moins dix dollars et d'au plus cent dollars en sus des frais et à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas un mois.

Amende.

13. La ville peut par tout règlement passé en vertu du présent article, imposer pour toute autre infraction que celles définies au paragraphe 12 ci-dessus, par toute personne ou corporation à tel règlement, une amende de pas plus cinquante dollars pour chaque infraction.

12. Every person who, being the agent of the town, for the purposes of this section, refuses or neglects to collect the tax imposed or to keep an account thereof, commits an infraction, and shall be liable, for each offence, in addition to the payment of the costs, to a fine of not less than five dollars, and of not more than one thousand dollars, and, in default of payment of the fine and costs, to an imprisonment not exceeding three months.

Every person making a purchase as provided for in this section without paying the tax imposed commits an infraction and shall be liable for each offence, knowingly committed, in addition to the payment of the tax and costs, to a fine not exceeding one hundred dollars, and, in default of payment of the fine and costs, to an imprisonment not exceeding one month.

Every person who, being the agent of the town for the purposes of this section, advertises or lets it be known to the public in any manner whatsoever, that the tax imposed shall not be paid by the purchaser, commits an offence and shall be liable, for each offence, to a fine of not less than ten dollars and of not more than one hundred dollars in addition to the costs, and, in default of payment of the fine and costs, to an imprisonment not exceeding one month.

Every person who, being the agent of the town for the purposes of this section, remits to the purchaser the tax which the latter is to pay, or refuses or neglects to remit to the town the tax which he has collected, commits an infraction and shall be liable, for each offence, in addition to the payment of the tax collected, in the event of a failure to account for these costs, to a fine of at least ten dollars and of not more than one hundred dollars, in addition to costs and, in default of payment of the fine and costs, to an imprisonment not exceeding one month.

13. The town may, by any by-law passed under this section, impose for any infraction, other than those defined in the preceding subsection 12, of such by-law by any person or corporation, a fine of not more than fifty dollars for each infraction.

Obliga-
tions du
contreve-
nant.

14. Le paiement des amendes et pénalités, imposées par le présent article et par tout règlement adopté par la ville sous son empire ne libérera pas le contrevenant de l'accomplissement des obligations et devoirs qui lui sont imposés par le présent article et les règlements.

14. The payment of the fines and penalties imposed by this section, and by any by-law adopted by the town, under its authority, shall not exempt the offender from the carrying out of the obligations and duties imposed upon him by this section and the by-laws. Offender's obligations.

Infrac-
tion par
compa-
gnie.

15. Lorsqu'une infraction à l'un des règlements de la ville est commise par une compagnie ou une corporation, l'amende que la ville peut imposer, pourra être pour un montant double de celui qu'elle peut imposer à une autre personne.

15. When an infraction of one of the town's by-laws is committed by a company or corporation, the fine which the town may impose may be for double the amount of that which may be imposed on another person. Offence by company.

Récidive.

16. Dans le cas de récidive, la ville peut également imposer, pour chaque infraction à ses règlements, des amendes et des pénalités plus fortes, pourvu que le montant de l'amende n'excède pas, dans chaque cas, cent dollars, et que le terme d'emprisonnement n'excède pas trois mois.

16. In the case of subsequent offences, the town may also impose, for each infraction of its by-laws, heavier fines and penalties, provided the amount of the fine do not exceed in each case one hundred dollars and the term of imprisonment do not exceed three months. Subsequent offence.

Délai.

17. Il sera permis à la cour d'accorder au contrevenant un délai n'excédant pas un mois pour acquitter le montant de l'amende infligée et des frais.

17. It shall be lawful for the court to grant to the offender a delay not exceeding one month to pay the amount of the fine imposed and the costs. Delay.

Juridic-
tion.

18. La Cour de recorder de la ville, ou la Cour de magistrat siégeant à Roberval, ou la Cour Supérieure du district de Roberval, selon le cas ont juridiction pour entendre et juger toute action intentée par la ville, en vertu du présent article ou de tout règlement édicté sous son empire quel que soit le lieu du domicile, de la résidence ou de la place d'affaires du défendeur; et quel que soit le montant de cette taxe et de ces amendes.

18. The Recorder's Court of the town of Roberval or the Magistrate's Court sitting in Roberval or the Superior Court of the district of Roberval, as the case may be, shall have jurisdiction to hear and adjudicate upon any action taken by the town, under this section or any by-law enacted under its authority, whatever be the place of the domicile, residence or place of business of the defendant; and whatever be the amount of such tax and of such fines. Jurisdiction.

Matière
sommair-
e.

Telle action sera réputée matière sommaire et les articles 1151 à 1163, sauf le premier paragraphe de l'article 1153 du Code de procédure civile, s'appliqueront.

Such actions shall be deemed summary matters, and articles 1151 to 1163, with the exception of the first paragraph of article 1153, of the Code of Civil Procedure, shall apply. Summary matters.

Autre pro-
cédure.

Sans préjudice des modes qui précèdent, la ville peut également recouvrer ladite taxe soit du vendeur pour ce qu'il a perçu soit de l'acheteur, en adoptant le mode prévu dans le code ou la Loi des cités et villes pour la perception des taxes qui lui sont dues et avec les mêmes privilèges.

Without prejudice to the preceding modes of procedure, the town may also recover the said tax, either from the vendor with respect to the amount collected by him or from the purchaser, by adopting the mode indicated in the Code or the Cities and Towns Act for the collection of taxes owing to it, and with the same privileges. Alternative procedure.

Respon-
sabilité
pour em-
ployés.

19. La vente faite par l'un des employés du vendeur est sensée être faite par le vendeur lui-même. De même l'achat fait par l'un des employés ou représentants de l'acheteur est sensé être faite par l'ache-

19. The sale made by one of the employees of the vendor shall be deemed to have been made by the vendor himself. In the same manner, the purchase made by one of the employees or representatives Responsibility for employees.

teur lui-même. Dans ce cas, tous les recours que la ville peut exercer en vertu du présent article, ou des règlements qui pourront être adoptés par cette dernière, pourront l'être contre le vendeur ou l'acheteur personnellement suivant le cas.

Prescription.

20. Le délai de prescription pour toute taxe recouvrable en vertu du présent article est celui fixé par la Loi des cités et villes pour les autres taxes. Pour les amendes et pénalités le délai de prescription sera d'un an à compter du jour où l'infraction a été commise.

Indemnité au vendeur.

21. La ville peut indemniser le vendeur jusqu'à concurrence de cinq pour cent du montant de la taxe qu'il perçoit pour le surcroît de travail que la perception et la remise de cette taxe lui occasionnent.

Conventions.

22. La ville pourra faire une ou des conventions avec le trésorier de la province au sujet de la perception de la présente taxe.

S.R.,
c. 233,
a. 128,
remp.
pour ville.

2. Le paragraphe 1 de l'article 128 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Roberval, par le suivant :

Électeurs :

"128. 1. Les personnes suivantes, âgées de vingt et un ans révolus, citoyens canadiens, et qui ne sont frappées d'aucune incapacité légale, ni autrement privées de leur droit de vote en vertu de la présente loi ou de la charte, sont électeurs et sont inscrites sur la liste des électeurs, savoir :

Propriétaires ;

a) Toutes personnes inscrites sur le rôle d'évaluation en vigueur, comme propriétaires ou occupants de bonne foi de biens-fonds, dans la municipalité, d'une valeur de deux cents dollars ou d'une valeur annuelle de vingt dollars ou au-dessus, telle que portée audit rôle d'évaluation. Dans le cas où des biens-fonds sont possédés à titre d'usufruit, le nom de l'usufruitier seulement est inscrit sur la liste électorale ;

Locataires ;

b) Toute personne qui tient feu et lieu dans la municipalité en vertu d'un bail, et qui est inscrite sur le rôle de perception des taxes en vigueur, comme locataire d'un logement dans le quartier pour lequel la liste est faite, pourvu que tel logement ait, d'après ledit rôle, une valeur réelle d'au moins deux cents dollars ou

of the purchaser shall be deemed to have been made by the purchaser himself. In such cases, all recourses which the town may exercise under this section or the by-laws which the latter may adopt, may be exercised against the vendor or the purchaser personally, as the case may be.

20. The delay for the prescription of any tax recoverable under this section is the same as that fixed by the Cities and Towns Act for other taxes. For the fines and penalties the delay for prescription shall be of one year from the date when the infraction was committed.

21. The town may compensate the vendor, to the extent of five per cent of the amount collected by him, for the additional work which the collection and the remittance of such tax may cause him.

22. The town may enter into one or more agreements with the Provincial Treasurer with respect to the collection of this tax.

2. Subsection 1 of section 128 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of Roberval, by the following :

"128. 1. The following persons, of the full age of twenty one years, Canadian citizens, and not legally disqualified nor otherwise deprived of the right to vote under this act or of the charter, shall be electors, and shall be entered on the electoral list, to wit :

a. All persons whose names are entered on the valuation roll in force as *bona fide* owners or occupants of immoveable property in the municipality, of the value of two hundred dollars, or of the annual value of twenty dollars or upwards, as entered on the said roll. In cases where property is held in usufruct, the name of the usufructuary shall alone be entered on the electoral list ;

b. Every person, being a resident householder in the municipality under a lease, and who is entered on the collection roll in force as tenant of a tenement in the ward for which the list is made, provided that such tenement has according to the said roll, an actual value of at least two hundred dollars or an annual value of at

Prescription.

Compensation to vendor.

Agreements.

R.S.,
c. 233,
s. 128, re-
placed, for
town.

Electors :

Owners or occupants ;

Tenants of dwellings ;

une valeur annuelle d'au moins vingt dollars, et que telle personne ait acquitté sa taxe de locataire au moment de la préparation de la liste des électeurs;

Locataires de magasins, etc.

c) Nonobstant l'article 134 de la Loi des cités et villes, (S. R. 1941, chapitre 233) toute personne qui n'étant pas propriétaire et ne tenant pas feu et lieu, est inscrite sur le rôle d'évaluation ou de perception en vigueur, comme locataire d'un magasin, d'un comptoir, d'une boutique, d'un bureau ou place d'affaires dans la municipalité, pourvu que tel magasin, comptoir, boutique, bureau ou place d'affaires, ou la part que cette personne y possède comme associé, soit estimée à une valeur réelle d'au moins deux cents dollars ou à une valeur annuelle d'au moins vingt dollars, suivant le rôle d'évaluation ou de perception en vigueur, et pourvu que telle personne ait acquitté sa taxe de locataire au moment de la préparation de la liste des électeurs."

S.R.,
c. 233,
a. 528,
remp.
pour ville.

3. L'article 528 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Roberval, par le suivant:

Commerçants non-résidents, etc.

"528. Nonobstant les dispositions de l'article 526, le conseil peut imposer et prélever une licence ou un permis annuel ne dépassant pas deux cents dollars sur les marchands faisant affaires dans la municipalité et n'y résidant pas, ou y résidant depuis moins de trois mois, et dont le nom n'est pas inscrit au rôle d'évaluation comme propriétaire ou locataire d'immeubles et ce, sans être tenu d'imposer une taxe ou un permis à ceux qui y réside depuis plus de trois mois."

Entrée en vigueur.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

least twenty dollars, and that such person has paid his tenant's tax at the time of the preparation of the electoral list;

c. Notwithstanding section 134 of the Cities and Towns Act (R. S. 1941, chapter 233) every person who is entered on the valuation roll or collection roll in force, as the tenant of any store, counting-house, shop, office, or place of business in the municipality; provided that such store, counting-house, shop, office or place of business, or the share which such person owns therein as partner, be assessed at a real value of at least two hundred dollars, or at a yearly assessed value of at least twenty dollars, according to the valuation or collection roll in force, provided that such person has paid his tenant's tax at the time of the preparation of the electoral list."

Tenants of stores, etc.

3. Section 528 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of Roberval, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 528, re-
placed, for
town.

"528. Notwithstanding the provisions of section 526, the council may impose and levy an annual license or permit not exceeding two hundred dollars on merchants doing business in the municipality and who do not reside therein or are residents therein since less than three months and whose names are not entered on the valuation roll as owners or tenants of immovables, without, however, being obliged to impose a tax or permit on those resident therein since more than three months."

Non-resident merchants.

4. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.